

Nigeria/Visite du président français Emmanuel Macron

Pour donner une image moderne de l'Afrique

AFP
Abuja/Nigeria

Lors d'une conférence de presse au côté de son homologue Muhammadu Buhari, il a insisté sur les questions de sécurité, mais aussi sur la "vivacité" culturelle du continent, dont Lagos est la "vitrine".

LE président français Emmanuel Macron est arrivé hier à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, où il a donné une conférence de presse conjointe avec son homologue Muhammadu Buhari et a insisté sur les questions de sécurité, mais aussi sur la "vivacité" culturelle de l'Afrique, dont le Nigeria est la "vitrine".

Dans la lutte contre l'insurrection jihadiste de Boko Haram, M. Macron a réitéré les engagements de la France pour un accompagnement dans la "défense et la stabilisation de la région du Sahel", notamment à travers la force du G5 Sahel, qui a été au cœur des discussions de sa précédente étape de cette nouvelle tournée africaine, à Nouakchott.

"Vous avez un ami en France", a-t-il assuré au chef d'Etat nigérian, qui fait toujours face à Boko Haram, dans le nord-est du pays.

M. Buhari a rappelé que l'ensemble des pays frontaliers du Nigeria sont francophones, et que l'aide de la France est ainsi essentielle pour la bonne



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron accueilli hier à Abuja par son homologue Muhammadu Buhari.

coordination de la lutte avec ses voisins.

"Je suis très reconnaissant à la France du soutien que l'on reçoit", a-t-il assuré. Mais Emmanuel Macron a insisté sur le fait que "le cœur de cette visite est d'élargir le partenariat entre la France et le Nigeria sur des sujets culturels, économiques et sportifs", le moyen selon lui de donner des "perspectives et des opportunités à la jeunesse" pour qu'elle ne rejoigne pas les mouvements jihadistes.

VITALITE • "Il faut donner à voir la vitalité du secteur culturel africain, dont le Nigeria est une vitrine", a-t-il déclaré.

Après cette conférence de presse, Emmanuel Macron

s'est aussitôt envolé vers Lagos, capitale économique et culturelle d'Afrique de l'Ouest, où il devait assister à une soirée insolite rythmée de concerts, de théâtre et de défilés de mode, au Shrine, salle de concert fondée par le roi de l'afrobeat défunt, Fela Kuti.

Cette soirée sera l'occasion d'annoncer le lancement de la Saison culturelle africaine en France en 2020.

Le choix de ce lieu a surpris un grand nombre de Nigériens, comme l'a rappelé un journaliste local lors de la conférence de presse. Sur la façade du Shrine, alors qu'attendent des centaines d'invités, une grande banderole

souhaitant la bienvenue au président français frôle une pancarte pour rappeler aux visiteurs que "l'usage de drogues est interdit au Shrine".

"C'était avant tout une bonne excuse pour moi d'y retourner", s'est amusé M. Macron, qui a effectué son stage de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à l'ambassade de France du Nigeria il y a plus de 15 ans.

"C'est un lieu iconique pour la culture africaine. Fela Kuti a créé une société civile contestataire, qui montre qu'au Nigeria, il existe un dialogue permanent", a-t-il expliqué devant le président Buhari.

Cette sortie ne manque pas d'ironie sachant que

c'était le général Muhammadu Buhari lui-même qui avait fait emprisonner Fela lors de son premier passage au pouvoir dans les années 1980.

Au Shrine, Macron veut montrer une Afrique moderne, et sa venue au Nigeria - quelques mois après sa visite au Ghana - démontre une claire intention d'avoir des rapports plus étroits avec l'Afrique anglophone.

"L'AFRIQUE D'AVANT" • "On parle toujours de l'Afrique d'avant, mais trop rarement de Nollywood (l'industrie cinématographique du Nigeria est la deuxième au monde en terme de production), de la musique contemporaine", portée notamment par les artistes nigériens sur le reste du continent.

Ce mercredi, après une rencontre avec de jeunes entrepreneurs nigériens, le président devait inaugurer la nouvelle Alliance Française, qui ambitionne de devenir un haut lieu de démocratisation culturelle à Lagos.

Il devait rencontrer également de jeunes entrepreneurs nigériens, et a assuré vouloir tisser des liens économiques et étudiants entre la France et le Nigeria.

Le Nigeria reste un partenaire indispensable pour la France. Son marché de 180 millions de personnes est incontournable et le pays, avec une production globale de quelque 2 millions de barils/jour, représente plus de 10% de la production du groupe français Total.

L'Afrique en bref

• **Guinée Equatoriale. Les fonctionnaires interdits de voyager sans autorisation**

Les fonctionnaires de Guinée équatoriale ne peuvent plus voyager à l'étranger depuis mi-juin sans autorisation du vice-président Teodorin Nguema Obiang, ont constaté plusieurs d'entre eux contactés hier par l'AFP.

• **Libye/Migrations. Trois naufrages, 180 morts**

Trois naufrages et près de 180 morts ou disparus en cinq jours en Méditerranée. Le rythme des départs de migrants en grande majorité africains de Libye s'est accéléré après un accord européen destiné à dissuader de telles traversées.

• **Tunisie/Politique. Une candidate d'Ennahdha élue première femme maire de Tunis**



Souad Abderrahim, tête de liste du parti islamiste Ennahdha lors des récentes municipales, a été élue hier maire de Tunis, une première pour une femme. La nouvelle édile, 53 ans, était jusque-là gérante d'une entreprise pharmaceutique.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique. Merkel sauve in extremis son gouvernement**

Après des semaines de conflit, Angela Merkel a finalement réussi à préserver son gouvernement en concluant lundi soir à l'arraché avec son ministre de l'Intérieur rebelle un compromis restreignant fortement la politique migratoire du pays. Et qui, dès le lendemain, suscitait des critiques en Europe.

• **Pologne/Justice. Mise à la retraite de la présidente de la Cour suprême**



La présidence polonaise a annoncé hier que la présidente de la Cour suprême Malgorzata Gersdorf était mise à la retraite d'office, conformément à une réforme introduite par les conservateurs au pouvoir et fermement critiquée par la Commission européenne.

Malawi/Politique

Le président Mutharika candidat à un nouveau mandat malgré un scandale de corruption

AFP
Blantyre/Malawi

LE président du Malawi Peter Mutharika a accepté hier l'investiture de son parti pour briguer un deuxième mandat lors des élections de l'an prochain, ignorant les appels à la démission de l'opposition pour cause d'allégations de corruption.

Le chef de l'Etat est la cible depuis plusieurs jours de vives critiques après la révélation d'une enquête officielle du Bureau anticorruption (ACB) qui le soupçonne d'avoir touché pour 195 000 dollars (environ 113 millions de francs) de pots-de-vin de la part d'une entreprise qui avait remporté un marché pu-



Photo : AFP/L'Union

En dépit du souffle du scandale, le président Peter Mutharika va tenter de conserver le sceptre du commandeur.

blic. Sans adversaire déclaré, M. Mutharika a été choisi par son Parti démocratique progressiste (DPP) pour défendre ses couleurs au scrutin présidentiel prévu en mai 2019. En clôture du congrès du mouvement réuni à Blantyre, il a accepté hier de se représenter, sans évoquer le scandale.

"Je ne fais pas ça pour un quelconque gain personnel", a-t-il lancé face aux militants du DPP. "En fait, je ne perçois que 40% de mon salaire de 2,7 millions de kwachas (autour de 2

millions de francs par mois), le reste part au gouvernement".

Peter Mutharika a même mis en garde les dirigeants de son parti qui profitent de leur position pour s'enrichir.

« Je sais que certains d'entre vous vont voir les entreprises en leur disant "je suis bien placé au DPP alors faisons des affaires". Je vous préviens, il faut arrêter ça », a-t-il dit.

Elu en 2014, M. Mutharika est de plus en plus contesté. Des milliers de personnes ont défilé en avril dans plusieurs villes de son petit pays pauvre d'Afrique australe pour protester contre la corruption, premières manifestations antirégime depuis 2011.

Depuis la publication du rapport de l'ACB la se-

maine dernière, l'opposition comme la société civile exigent son départ immédiat.

Sa prédécesseure Joyce Banda, qui a annoncé sa candidature à l'investiture de son Parti populaire (PP) pour la présidentielle, a à son tour épinglé hier M. Mutharika.

"Il doit répondre aux appels à la démission des citoyens du Malawi", a-t-elle déclaré à l'AFP.

Alors présidente, Mme Banda avait elle-même été mise en cause en 2013 dans une vaste affaire de corruption qui lui avait coûté sa défaite un an plus tard face à l'actuel président.

En exil depuis, elle est rentrée dans son pays fin avril sans être inquiétée par les autorités.